
LES CAHIERS DU CERMTRI

Centre d'Etudes et
de Recherches
sur les Mouvements
Trotskye
et Révolutionnaires
Internationaux

3, rue Meissonnier
93500 Pantin - France
01 49 91 44 83
cermtri@wanadoo.fr
<http://www.trotsky.com.fr>

DOSSIER

La proclamation de la IV^e Internationale et les trotskyistes français

Entretien avec Benjamin Stora

Nationalistes algériens
et révolutionnaires français
au temps du Front populaire

N° 167

mai 2018

ISSN 0292 - 4943

6 €

De l'Opposition de gauche au combat pour la IV^e Internationale

La pré-conférence de l'Opposition de gauche internationale s'est tenue à Paris du 4 au 8 février 1933 en présence de délégués représentants onze pays. Le document central, « L'Opposition de gauche internationale, ses tâches, ses méthodes », clarifie les objectifs et restera le texte de référence de l'Opposition internationale jusqu'à la rédaction du Programme de transition. C'est dans ce document que se trouvent « les onze points » qui complètent les acquis des quatre premiers congrès de l'IC, base programmatique constamment rappelée. C'est Trotsky qui avait rédigé ce texte à Prinkipo en décembre 1932 et ceci après les échanges qu'il avait eus à Copenhague avec les militants venus l'écouter pour le quinzième anniversaire de la Révolution russe. La conférence lance un vibrant « appel aux membres du Parti communiste d'Allemagne, aux ouvriers sociaux-démocrates, au prolétariat allemand ». Ce texte s'accompagne d'un télégramme au Komintern :

« Comité exécutif, Komintern, Moscou.

Pré-conférence Opposition de gauche internationale (bolchéviks-léninistes)

Face à gravité situation allemande et menaces contre l'URSS demande la convocation urgence congrès mondial Internationale communiste avec participation Opposition de gauche internationale.

Invite Komintern, Front unique aux organisations IOS, ISR, FSI pour action commune prolétariat allemand et international contre fascisme allemand pour défense URSS »

Nous connaissons le résultat de ces démarches qui amènent Trotsky à réviser complètement sa stratégie et à ouvrir la voie à la construction de la IV^e Internationale.

Ce fut la tâche du Plénum qui se tint du 19 au 21 août 1933. Le plénum devait décider de la participation des bolchéviks-léninistes à la conférence des partis socialistes révolutionnaires qui se tenait à Paris et pour laquelle une délégation avait été

composée (Bauer, Naville, Blasco). Rallier les organisations évoluant vers la révolution était l'objectif de Trotsky.

Nous publions le texte d'introduction (doc. 1) « le plénum et l'opposition Internationale » dans lequel le tournant est expliqué et les tâches des révolutionnaires définies.

Deux autres documents furent présentés à la pré-conférence : la déclaration lue par l'opposition de gauche et la « déclaration des quatre » (doc. 2) sur la nécessité et les principes d'une nouvelle Internationale. Ce second texte est signé par le Secrétariat de l'Opposition communiste de gauche, par le SAP (Sozialistische Arbeiter Partei), le Parti révolutionnaire socialiste de Hollande et le Parti socialiste indépendant de Hollande. Ce texte est véritablement le texte fondateur pour la création de la Quatrième Internationale. Le point 7 de ce document définit l'orientation vers les groupes centristes qu'il faut convaincre de rejoindre la IV^e Internationale : « Prêts à collaborer avec toutes les organisations, groupes, fractions qui évoluent réellement du réformisme ou du centrisme bureaucratique (stalinisme) vers la politique du marxisme, les signataires déclarent en même temps que la nouvelle Internationale ne peut permettre aucune tolérance à l'égard du réformisme ou du centrisme. »

La situation politique met les bolchéviks-léninistes face à de nouvelles responsabilités devant l'offensive révolutionnaire qui se dessine. C'est ainsi que fut rédigé le premier programme des bolchéviks-léninistes, ébauche du futur Programme de transition et qui sert de programme lors de l'entrée des bolchéviks-léninistes dans la SFIO.

C'est au cœur de la grève générale de juin 1936 que se tient entre le 29 et le 31 juillet 1936 la conférence pour la IV^e Internationale. Il n'est pas inutile de rappeler que la situation des bolchéviks-léninistes en 1936 n'est pas facile (cf. l'introduction). Après une fusion PCI-POR éphémère, et qui donne naissance au POI, la nouvelle organi-

sation n'a aucune homogénéité politique et Trotsky critique le nouveau journal, La Lutte de classe. Il menace même la direction du POI de cesser toute collaboration avec le journal... Il estime que c'est « un copié-collé » de La Commune, « organe de triste mémoire » (journal de « masse » de Franck Molinier). La crise de la section française est si peu résolue que la délégation française ne comprend aucun membre de l'ex-PCI...

Le texte central est « La nouvelle montée révolutionnaire et les tâches de la IVe Internationale » (doc. 3). Dans ce texte, la politique des fronts populaires en France et en Belgique est analysée avec précision, en liaison avec la lutte contre le fascisme. Ce texte exprime clairement la volonté de Trotsky de proclamer la nouvelle Internationale. Face aux résistances, il rétorque : « À la question des pédants sur l'opportunité, les journées de juin ont répondu. » La question du centrisme à travers les organisations regroupées dans le Bureau international pour l'unité socialiste révolutionnaire (Bureau de Londres) fait l'objet d'une résolution. Malgré les critiques sévères adressées au POUM, les relations ne sont pas rompues et, le 5 août, Jean Rous est chargé d'une mission pour prendre contact avec les dirigeants du POUM, dont Andrés Nin.

Une partie essentielle des travaux de la conférence porte sur l'URSS. Nous publions des extraits de la résolution « La IVe Internationale et l'URSS »

(doc. 4), où la situation économique, politique et sociale de la Russie soviétique sert de base à la définition de l'orientation de défense de l'État soviétique. La résolution écrite par Trotsky conclut : « On peut qualifier l'URSS d'État ouvrier, de la même façon – et en dépit des différences – qu'on qualifie d'organisation ouvrière un syndicat que dirigent et trahissent des opportunistes, c'est-à-dire des agents du capital. »

Les désaccords avec les Hollandais (Sneevliet...) sur l'opportunité de proclamer la IVe Internationale rencontrent des échos dans les organisations françaises. Le règlement adopté (doc. 5) fait état d'un Mouvement pour la IVe Internationale. Solution de compromis.

La lutte pour l'évolution des groupes centristes vers une politique révolutionnaire reste un axe important, comme en témoigne la résolution condamnant le Bureau de Londres, « Le bureau pour l'unité socialiste révolutionnaire (bureau de Londres) et la IVe internationale ». Ce regroupement d'une quinzaine de partis socialistes « indépendants », comme le SAPD, le PUP français, avait été créé en 1932, par un refus à la fois du réformisme et du stalinisme. Il s'étoffe après avec la décision du POUM puis du PSOP d'y entrer (doc. 6).

Le Mouvement pour la IVe Internationale voit le jour dans une situation où la répression de Staline s'abat sur les anciens compagnons de Lénine.

● Document 1

Le Plénum de l'Opposition internationale (19-21 août 1933)

Présentation

Les 19, 20 et 21 août s'est tenue une session du Plénum, organe de direction de notre organisation internationale constitué par les représentants des six principales sections européennes.

A l'ordre du jour de cette assemblée se trouvaient d'importantes questions, en tout premier lieu la question de nos rapports vis-à-vis de l'Internationale communiste et de ses sections nationales. Le Plénum précédent, tenu au mois de mai, s'était prononcé pour l'orientation en Allemagne vers un nouveau parti, mais n'avait pas changé notre position fondamentale traditionnelle de fraction de l'Internationale communiste. Le développement des événements allait placer toutes nos sections devant le même problème, celui du nouveau parti, après s'être posé à notre section allemande. Au cours des dernières semaines, dans diverses sections fut posée la question de la rupture avec la III^e Internationale ; le Secrétariat international décida la convocation d'un Plénum pour en débattre, divers thèses et documents étant déjà en discussion dans les sections de l'Opposition de gauche.

Une longue discussion s'institua au Plénum sur le changement d'orientation proposé, d'ailleurs non point tant sur sa nécessité que sur les conséquences qu'il entraînerait, les moyens et les voies de sa réalisation et surtout de la définition précise de la nouvelle orientation.

Nécessité d'une nouvelle orientation ? Chacun des délégués la marqua en soulignant des faits récents. Par simple interdiction gouvernementale : disparition du PC autrichien, sans susciter la moindre réaction ; élimination des représentations parlementaire et municipale du PC bulgare opérée au milieu de la passivité complète ; en marquant que les résolutions de l'IC et du Comité central allemand confirmant la « justesse » de la ligne qui avait mené à la défaite n'avaient suscité aucun courant hostile dans les sections de l'IC. Tout cela témoignait la coupure profonde des masses, la dégénérescence complète et irrémédiable de l'IC et de ses sections où les intérêts

de la bureaucratie soviétique et non du prolétariat dictaient la politique à suivre. Pour concrétiser ce tournant, le Plénum décida le changement du nom de notre organisation internationale qui s'intitule désormais : Ligue communiste internationaliste (bolcheviks-léninistes).

Des doutes ou des incertitudes quant à la nouvelle orientation qui avaient pu se manifester dans quelques sections, faute d'éléments d'appréciation sur l'état des divers partis de l'Internationale communiste, ne furent même pas émis au Plénum. La seule question qui souleva quelques difficultés concerna l'Union soviétique. Quelle devait être l'attitude des bolcheviks-léninistes russes après leur rupture avec le parti bureaucraté par la fraction stalinienne. La discussion aboutit aux points suivants : l'État soviétique est, par ses origines et le caractère dominant de la propriété, un État prolétarien ; celui-ci est en voie de dégénérescence ; la politique de son gouvernement bureaucratique facilite l'œuvre des éléments thermidoriens et affaiblit les positions de l'Union soviétique en face du monde capitaliste. Aussi une des tâches essentielles de la nouvelle Internationale et des nouveaux partis, c'est la défense de l'URSS que les partis staliniens sont aussi incapables d'assurer que de barrer la route au fascisme. La tâche du nouveau parti à constituer en URSS, c'est l'arrêt du développement des forces thermidoriennes et la réforme de l'État soviétique pour le ramener sur ses bases initiales. Toutefois, sur cette question russe, le Plénum n'a pas considéré avoir épuisé la question.

Sur quelles bases créer une nouvelle Internationale, de nouveaux partis ? Autrement dit, quelle internationale, quels partis créer ? Dans les derniers mois, depuis la catastrophe allemande, on peut percevoir, parmi ceux qui se réclament du mouvement révolutionnaire, des tendances à réviser certains principes sur lesquels la III^e Internationale fut fondée par Lénine et Trotsky. Pour les uns, il faudrait être plus large à la base du regroupement ultérieur du mouvement ouvrier ; pour d'autres, il y aurait quelque chose de faux à la base même du bolchévisme, etc. Aussi la direction de la fraction internationale des bolche-

viks-léninistes se devait de se prononcer clairement à ce sujet. Nous avons lutté pendant des années pour ramener l'IC sur la base de ses principes initiaux ; nous n'avons pas réussi à empêcher la dégénérescence de cette organisation de s'accomplir jusqu'au bout ; il nous reste donc à travailler à la création d'une nouvelle organisation internationale sur la base des principes qui menèrent à la victoire d'Octobre, ceux de Marx et de Lénine.

Concrètement, cela s'exprimait ainsi : sur la base des travaux des quatre premiers congrès de l'IC enrichie de l'expérience de l'Opposition de gauche, expérience qui se trouve concrétisée dans les onze points adoptés par elle à sa pré-conférence de février 1933 !

À ce propos, le Plénum a décidé de modifier le point 10, dont la rédaction répondait à notre politique de fraction travaillant à la réforme de l'IC « Distinction dans le champ du communisme actuel de trois groupements : marxiste, centriste et droitier ». Ce texte correspondait à notre lutte dans l'Internationale communiste pour triompher des courants droitier et centriste. Actuellement, nous travaillons pour un regroupement dans une nouvelle Internationale des éléments révolutionnaires dispersés et qui pourront être amenés sur la base communiste définie plus haut. La nouvelle rédaction proposée à la ratification des sections est la suivante :

« Lutte pour le regroupement des forces révolutionnaires de la classe ouvrière mondiale sous le drapeau du communisme internationaliste. Reconnaissance de la nécessité de la création d'une véritable internationale communiste capable d'appliquer les principes ci-dessus énumérés. »

Comment opérer ce regroupement ? Par quelles voies ? Quels sont les éléments susceptibles d'être regroupés ? Bien entendu, il reste nombre d'éléments révolutionnaires honnêtes dans les rangs des partis de l'IC ou sous leur influence. Nous n'abandonnons nullement l'intention de les gagner aux véritables principes communistes ; mais au lieu de les inviter à lutter avec nous pour obtenir un changement de cours de leur parti, nous les appellerons à lutter avec nous pour édifier le véritable parti communiste qui, en remplissant ses tâches de parti, débarrassera la scène politique des organisations staliniennes.

Un autre des domaines d'activité de notre fraction en vue de travailler à ce regroupement est constitué par ces organisations socialistes de gauche qui ont abandonné la IIe Internationale et se dirigent vers le communisme ou qui sont en voie d'opérer un processus pareil. Notre presse a déjà traité de cette question. Au Plénum, la question fut concrètement discutée à propos d'une conférence internationale de ces orga-

nisations convoquée à Paris pour les 27 et 28 août par l'Independent Labour Party. Devions-nous y assister et, dans l'affirmative, quelle y serait notre position ?

Avec le changement d'orientation décidé, notre participation à une telle conférence ne pouvait pas ne pas être décidée. Ce devait être pour nous un premier pas dans la voie de la création de la IVe Internationale. Et le Plénum décida de signifier notre position dans une déclaration au congrès, marquant la faillite des deux Internationales, la nécessité d'en créer une nouvelle, les bases de celle-ci, ses tâches essentielles.

En ce qui concerne la tactique à suivre à cette conférence, le Plénum décida qu'avant tout notre délégation devait développer le contenu de notre déclaration ; qu'en second lieu, elle devait chercher à obtenir une délimitation des groupements s'orientant ou susceptibles de s'orienter vers la nouvelle Internationale d'avec les groupements absolument incapables de le faire, soit parce que gravitant autour de la IIe Internationale comme le Parti ouvrier norvégien (NAP), soit parce que n'ayant que des rapports douteux avec le mouvement ouvrier comme le Parti d'unité prolétarienne (PUP).

La discussion porta également sur la lutte à mener contre le fascisme. Au sujet du boycottage, le Plénum, tenant compte de la réalité, décida de dénoncer la phraséologie des réformistes qui vise à soumettre chaque prolétariat à sa bourgeoisie nationale, au nom de la lutte contre le fascisme ; le Plénum se prononça au contraire pour que l'agitation à mener contre le fascisme et sa terreur soit orientée pour aboutir dans des circonstances données à des manifestations puissantes telles que semaine antihitlérienne, boycottage durant un délai déterminé, etc. À cet effet, le Plénum décida l'envoi d'une lettre aux présidiums de l'IC, de l'ISR, de l'IOS (qui tenait à ce moment son congrès), de la FSI, lettre que nous publions dans ce même numéro. Naturellement, nous ne nous bornerons pas à un appel aux sommets, mais nous porterons la question devant toutes les organisations.

Finalement, le Plénum s'occupa également de questions d'organisation de notre fraction. Il constata que, face à nos tâches, nous ne disposons pas de forces politiques et matérielles suffisantes pour les remplir. Il envisagea diverses mesures et, en particulier, un renforcement de notre organisme international pour qu'il puisse guider et impulser nos sections dans la nouvelle voie où elles s'engagent.

La Vérité, n° 171, 8 septembre 1933.

● Document 2

« Déclaration des quatre », sur la nécessité et les principes d'une nouvelle Internationale

Les organisations soussignées, en pleine conscience des responsabilités historiques qui pèsent sur elles, se sont entendues pour unir leurs efforts afin de travailler en commun à la régénération du mouvement révolutionnaire prolétarien à l'échelle internationale. À la base de leur activité, elles posent les principes suivants :

1. La crise mondiale du capitalisme impérialiste, qui a supprimé le terrain pour le réformisme (social-démocratie, Deuxième Internationale, bureaucratie syndicale réformiste) pose impérieusement la tâche de rompre avec la politique réformiste, de mettre à l'ordre du jour la lutte révolutionnaire pour la conquête du pouvoir et pour l'instauration de la dictature prolétarienne, comme l'unique voie pour la transformation de la société capitaliste en société socialiste.

2. La tâche de la révolution prolétarienne, dans son essence même, a un caractère international. Le parti révolutionnaire du prolétariat a cependant pour tâche, dans chaque pays où les conditions historiques sont mûres, de mener la classe ouvrière à la lutte pour le pouvoir. Mais le prolétariat ne peut construire une société socialiste achevée que sur la base de la division internationale du travail et d'une collaboration internationale. Les signataires repoussent donc résolument la théorie du « socialisme dans un seul pays » qui sape les bases mêmes de l'internationalisme prolétarien.

3. La Troisième Internationale, surgie de la révolution d'Octobre, qui posa les règles fondamentales de la politique révolutionnaire à l'époque de l'impérialisme et donna au prolétariat mondial les premières leçons de lutte révolutionnaire pour le pouvoir, tomba victime de sa dépendance servile envers la bureaucratie soviétique qui dégénéra dans l'esprit du nationalisme et du centrisme.

4. L'offensive du fascisme en Allemagne plaça les organisations de la classe ouvrière devant l'épreuve décisive. La social-démocratie y confirma encore une

fois le jugement que Rosa Luxemburg avait donné d'elle. Elle se montra comme un « cadavre puant ». Triompher des organisations, des idées et des méthodes du réformisme est une condition indispensable pour la victoire de la classe ouvrière sur le capitalisme.

5. C'est également avec une vigueur non moindre que les événements d'Allemagne dévoilèrent l'effondrement de la Troisième Internationale. Celui-ci est le résultat de la politique radicalement fautive de la bureaucratie staliniste. L'influence décisive de cette bureaucratie sur l'IC a eu pour effet que l'IC, appelée à éveiller les énergies révolutionnaires dans le monde entier, à créer dans tous les pays des partis communistes de masse, capables de remplir leur tâche et de diriger le mouvement révolutionnaire mondial, est devenue de plus en plus un obstacle pour le mouvement révolutionnaire mondial. Dans les conditions ainsi créées par la politique du Komintern, le réformisme fut partout soutenu et une incapacité d'action effrayante de la classe ouvrière fut provoquée.

6. La situation du capitalisme mondial, la crise épouvantable qui précipite les masses populaires dans une misère sans précédent, les mouvements révolutionnaires des masses coloniales opprimées, le danger mondial du fascisme, la perspective d'un nouveau cycle de guerres, menaçant de détruire toute la civilisation humaine – telles sont les conditions qui exigent impérieusement le rassemblement de l'avant-garde prolétarienne dans une nouvelle Internationale. Les signataires s'engagent à contribuer de toutes leurs forces pour que cette Internationale se forme dans le plus bref délai possible sur les fondements inébranlables des principes théoriques et stratégiques posés par Marx et par Lénine.

7. Prêts à collaborer avec toutes les organisations, groupes, fractions qui évoluent réellement du réformisme ou du centrisme bureaucratique (stalinisme) vers la politique du marxisme révolutionnaire, les signataires déclarent en même temps que la nouvelle Internationale ne peut permettre aucune tolérance à l'égard du réformisme ou du centrisme. L'unité

nécessaire de la classe ouvrière ne peut être atteinte par une mixture des conceptions réformiste et révolutionnaire, par une adaptation à la politique staliniste, mais seulement en surmontant la politique des deux internationales banqueroutières. Pour remplir ses tâches, la nouvelle Internationale ne peut tolérer une déviation des principes révolutionnaires dans les questions de l'insurrection, de la dictature prolétarienne, de la forme soviétique d'État, etc.

8. Par ses bases sociales, par la forme dominante de propriété, l'URSS reste, même aujourd'hui, un État prolétarien. La défense de l'Union soviétique contre l'impérialisme et la contre-révolution intérieure, la nouvelle Internationale l'inscrit sur son drapeau comme une de ses tâches les plus importantes.

Précisément, la défense révolutionnaire de l'URSS nous fait un devoir impérieux de libérer les forces révolutionnaires du monde entier de l'influence pernicieuse du Komintern stalinisé et de construire une nouvelle Internationale communiste. Ce n'est qu'à condition de rendre les organisations prolétariennes internationales complètement indépendantes de la bureaucratie soviétique et de démasquer impitoyablement ses fausses méthodes devant les masses ouvrières qu'une défense victorieuse de l'Union soviétique est possible.

9. Une condition indispensable d'un développement fondamental des partis prolétariens révolutionnaires, aussi bien à l'échelle nationale qu'à l'échelle internationale, c'est la démocratie du parti. Sans liberté de critique, d'élection des fonctionnaires du haut en bas, du contrôle sur l'appareil par les adhérents, il n'y a pas de véritable parti révolutionnaire. En étouffant la démocratie intérieure, la bureaucratie staliniste a étouffé le Komintern.

La nouvelle Internationale, aussi bien que les partis entrant dans sa composition, devra donc bâtir toute sa vie intérieure sur les bases du centralisme démocratique.

10. Les soussignés se sont mis d'accord pour créer une commission de représentants de tous les partis soussignés dans le but :

a. Élaboration d'un manifeste programmatique, charte de la nouvelle Internationale ;

b. Préparation d'une étude du mouvement ouvrier contemporain dans toutes ses organisations et toutes ses tendances ;

c. Élaboration de thèses sur toutes les questions fondamentales de la stratégie révolutionnaire du prolétariat ;

d. Organisation permanente et systématique du travail préparatoire pour une nouvelle Internationale ; transmission du matériel (ci-dessus mentionné) à toutes les organisations et tous les groupes liés ou sympathisants aux initiateurs de la conférence aux fins d'une discussion fondamentale et générale sur les principes de la nouvelle Internationale.

Secrétariat international
de l'Opposition communiste de gauche :
E. Bauer.
Socialistische Arbeiter Partei (Allemagne) :
J. Schwab.
Parti révolutionnaire socialiste (Hollande) :
H. Sneevliet.
Parti socialiste indépendant (Hollande) :
P. J. Schmidt.

La Vérité, n° 170, 1^{er} septembre 1933.



● Document 3

La nouvelle montée révolutionnaire et les tâches de la IV^e Internationale

1. La grève de juin ouvre une nouvelle période dans le développement intérieur de la France et de la Belgique. Elle provoquera indubitablement, non seulement l'exacerbation ultérieure de la lutte des classes dans ces pays, mais aussi, avec tel ou tel retard, des mouvements de masses sur l'étendue d'une partie importante de l'Europe, y compris la Grande-Bretagne, peut-être aussi au-delà de l'Océan. La révolution espagnole sort, ainsi, de l'isolement.

2. La grève de juin a montré quelle exaspération et quelle disposition à lutter se sont accumulées, sous l'apparence trompeuse de la passivité, dans les masses prolétariennes de la ville et de la campagne pendant les années de crise et de réaction. Elle a fait apparaître une sympathie pour la lutte des ouvriers de la part de larges masses de la petite bourgeoisie des villes et de la paysannerie. Elle a dévoilé, enfin, l'extrême instabilité de tout le régime, le manque de confiance des classes dominantes en elles-mêmes, le fait qu'elles se démènent entre Léon Blum et de La Rocque. Ces trois conditions : disposition à lutter de tout le prolétariat, mécontentement aigu des couches inférieures de la petite bourgeoisie, déconfiture dans le camp du capital financier, représentent les prémices fondamentales de la révolution prolétarienne.

3. L'offensive combative des masses a pris cette fois-ci encore le caractère de la grève générale. Les revendications partielles, corporatives, importantes en elles-mêmes, ont été pour les ouvriers le moyen nécessaire pour, après une longue période d'immobilité, dresser et rassembler contre la bourgeoisie et son État les masses les plus larges possible. La grève générale, ouvrant une période de combats révolutionnaires, ne peut pas ne pas combiner en soi les revendications corporatives et partielles aux tâches générales, quoique encore peu clairement formulées, de toute la classe. C'est dans cette combinaison qu'est sa force, qu'est le gage de la soudure entre l'avant-garde et les profondes réserves de la classe.

4. Notre section française dans les dernières années a placé la grève générale au centre de sa propagande. À la différence de tous les autres partis et groupe-

ments, qui parlent au nom de la classe ouvrière, les bolcheviks-léninistes français ont apprécié à temps la situation comme prérévolutionnaire, ont justement compris l'importance symptomatique des explosions grévistes de Brest et de Toulon (1) et, sous les coups ininterrompus des opportunistes et des social-patriotes (Parti socialiste, Parti communiste, CGT), en face de l'opposition des centristes (Marceau Pivert, etc.), ont préparé par leur agitation la grève générale. Sur un sol fertile, une poignée de grain donne de grands germes. Ainsi, dans les conditions de la crise sociale et de l'exaspération des masses une petite organisation, pauvre en moyens matériels, mais armée de mots d'ordre justes, a exercé une influence indiscutable sur la marche des événements révolutionnaires. La campagne enragée contre les bolcheviks-léninistes de la part de toute la presse capitaliste, social-démocrate, staliniste et syndicaliste de même que les répressions de la police et des juges de Léon Blum servent de confirmation extérieure à cette vérité (2).

5. Aucune des organisations ouvrières officielles de France, comme de Belgique, ne voulait la lutte. Les grèves ont surgi contre la volonté des syndicats et des deux partis. C'est seulement placés devant le fait accompli que les chefs officiels ont « reconnu » la grève, pour l'étrangler d'autant plus vite. Pourtant il s'agissait encore d'un mouvement relativement « pacifique », sous des mots d'ordre partiels. Peut-on douter même un instant qu'au moment d'une lutte ouverte pour le pouvoir, les appareils de la II^e et de la III^e Internationales, tels les partis des socialistes-révolutionnaires et des mencheviks russes en 1917, se trouveront entièrement à la disposition de la bourgeoisie contre le prolétariat ? La nécessité de la nouvelle Internationale, en tant que parti mondial de la révolution prolétarienne, est de nouveau et indiscutablement démontrée par les événements de France et de Belgique.

6. Néanmoins une conséquence directe et immédiate de la grande vague de juin est l'accroissement exceptionnellement rapide des vieilles organisations. Ce fait est historiquement tout à fait normal. Ainsi, mencheviks et socialistes-révolutionnaires se sont-ils

fébrilement accrus après la révolution de février 1917, ce que, en tant que social-patriotes, ils n'avaient pas voulu pendant la guerre; la social-démocratie allemande s'est rapidement gonflée après la révolution de novembre 1918, qui était venue contre sa volonté. Avant de dévoiler leur faillite devant toute la classe, les partis opportunistes deviennent pour un court moment l'asile des masses les plus larges. L'accroissement rapide du Parti socialiste et surtout « communiste » en France est un symptôme sûr de la crise révolutionnaire du pays et en même temps prépare la crise mortelle des partis de la II^e et de la III^e Internationales.

Non moins d'importance a l'accroissement extraordinairement rapide des syndicats en France. Augmentant, en apparence, le poids et l'importance de l'état-major syndical réformiste-staliniste unifié (Jouhaux, Racamond, etc.), l'afflux de nouveaux millions d'ouvriers et d'employés sape en fait le fondement même de l'appareil syndical conservateur.

7. Les grands mouvements de masses sont la meilleure vérification des théories et des programmes. La grève de juin montre combien sont fausses les théories ultragauches sectaires, selon lesquelles les syndicats auraient en général « fait » leur temps et devraient être remplacés par d'autres organisations ou bien qu'à côté des anciens syndicats conservateurs il faudrait en construire de nouveaux, de « véritables ». En fait, dans une époque révolutionnaire, la lutte pour les revendications économiques et la législation sociale ne cesse pas; au contraire, elle prend une envergure sans précédent. Les centaines de milliers et millions d'ouvriers nouveaux, qui ont afflué dans les syndicats, détruisent la routine, ébranlent l'appareil conservateur, permettent au parti révolutionnaire de construire dans les syndicats ses fractions, de conquérir de l'influence et de lutter avec succès pour le rôle dirigeant dans le mouvement syndical. Le parti révolutionnaire qui serait incapable de mener dans les organisations syndicales un travail systématique et couronné de succès se trouvera encore moins capable de créer ses propres syndicats. Toutes les tentatives de ce genre sont vouées à l'effondrement.

8. Contrairement aux affirmations des chefs de la II^e et de la III^e Internationales, le capitalisme actuel n'est plus capable ni de donner du travail à tous les ouvriers ni d'élever le niveau de vie des travailleurs. Le capital financier fait retomber les dépenses des réformes sociales sur les ouvriers eux-mêmes et sur la petite bourgeoisie par l'élévation des prix, l'inflation ouverte ou masquée, les impôts, etc. L'essence de l'étatisme actuel, de l'ingérence de l'État – dans les pays « démocratiques », comme dans les pays fascistes – consiste à sauver le capitalisme pourrissant au prix de l'abaissement du niveau de vie et de culture du peuple. Il n'y a pas d'autre voie dans le cadre de la propriété privée. Les programmes des Fronts populaires de France, d'Espagne, comme le programme de la coalition belge, représentent un mirage

et une tromperie manifeste, la préparation d'une nouvelle déception des masses ouvrières.

9. (...) Le Front populaire, en tant que coalition avec la bourgeoisie, est le frein de la révolution et la soupape de sûreté de l'impérialisme.

10. Le premier pas vers l'alliance avec la petite bourgeoisie est la rupture du bloc avec les radicaux bourgeois en France et en Espagne, avec les catholiques et les libéraux en Belgique, etc. Il est nécessaire d'expliquer cette vérité, sur la base de l'expérience, à chaque ouvrier socialiste et communiste. Telle est la tâche centrale du moment. La lutte contre le réformisme et le stalinisme est au stade actuel la lutte avant tout contre le bloc avec la bourgeoisie. Pour l'unité honnête des travailleurs, contre l'unité malhonnête avec les exploiters! Les bourgeois hors du Front populaire! À bas les ministres capitalistes!

11. (...) La révolution espagnole dure avec des flux et reflux depuis cinq ans déjà. Dans cette période, les ouvriers et les paysans pauvres d'Espagne ont manifesté un instinct politique si magnifique, ont déployé tant d'énergie, de dévouement, d'héroïsme que le pouvoir étatique serait depuis longtemps déjà dans leurs mains, si la direction avait tant soit peu correspondu à la situation politique et aux qualités combattives du prolétariat. Les véritables sauveurs du capitalisme espagnol ont été et restent non pas Zamora, ni Azana, ni Gil Robles, mais les chefs des organisations socialistes, communistes et anarcho-syndicalistes.

12. Il en est actuellement de même en France et en Belgique. Si le parti de Léon Blum avait été réellement socialiste, il aurait pu, s'appuyant sur la grève des travailleurs, renverser en juin la bourgeoisie presque sans guerre civile avec un minimum d'ébranlement et de victimes. Mais le parti de Blum est un parti bourgeois, frère cadet du radicalisme pourri. Si, de son côté, le Parti communiste avait eu quelque chose de commun avec le communisme, il aurait dès le premier jour de la grève corrigé son erreur criminelle, rompu son bloc funeste avec les radicaux, appelé les ouvriers à créer des comités d'usine et des soviets et établi ainsi dans le pays un régime de double pouvoir, comme le pont le plus court et le plus sûr vers la dictature du prolétariat. Mais l'appareil du Parti communiste n'est en fait qu'un des instruments de l'impérialisme français. La clé du sort à venir de l'Espagne, de la France, de la Belgique, c'est le problème de la direction révolutionnaire.

13. La même conclusion découle pleinement des leçons de la politique internationale, en particulier de la prétendue « lutte contre la guerre ». Social-patriotes et centristes, surtout français, pour justifier leur servilité envers la Société des nations, ont invoqué la passivité des masses, en particulier le fait qu'elles n'auraient pas été prêtes à appliquer le boycott à l'Ita-

lie au moment de son agression de brigand contre l'Abyssinie (...).

14. Tout mouvement véritablement de masse rafraîchit l'atmosphère, comme un orage, et détruit en passant toutes sortes de fictions et d'équivoques politiques. Pitoyables et insignifiants apparaissent à la lumière des événements de juin le mot d'ordre d'« unité » des deux Internationales, qui, telles qu'elles sont, sont déjà assez unies dans la trahison des intérêts du prolétariat, ou les remèdes de bonne femme du Bureau de Londres (III/2), qui hésite entre toutes les directions possibles et choisit toujours la pire.

Les événements de juin ont dévoilé du même coup la complète faillite de l'anarchisme et du soi-disant « syndicalisme révolutionnaire ». Ni l'un ni l'autre, dans la mesure où en général ils existent sur terre, n'avaient prévu les événements ni rien fait pour les préparer. La propagande de la grève générale, des comités d'usine, du contrôle ouvrier doit être menée par une organisation politique, c'est-à-dire par un parti. Il ne peut en être autrement. Les organisations de masse de la classe ouvrière restent impuissantes, indécises, décontenancées, si ne les inspire et ne les mène pas en avant une avant-garde étroitement soudée. La nécessité du parti révolutionnaire est démontrée avec une force nouvelle.

15. Ainsi toutes les tâches de la lutte révolutionnaire se réduisent infailliblement à une seule : la création d'une nouvelle direction, véritablement révolutionnaire, qui se trouve à la hauteur des tâches et des possibilités de notre époque. Participer directement au mouvement des masses, avoir des mots d'ordre de classe hardis poussés jusqu'au bout, une perspective claire, un drapeau indépendant, être intransigeant pour les conciliateurs, impitoyable pour les traités, telle est la voie de la IV^e Internationale. Il est ridicule et absurde de discuter s'il est opportun ou non de la « fonder ». On ne « fonde » pas une internationale comme une coopérative, mais on la crée dans la lutte. À la question des pédants sur l'« opportunité », les journées de juin ont répondu. Il ne reste pas place pour de nouvelles discussions.

16. La bourgeoisie cherche une revanche. Un nouveau conflit social, consciemment préparé dans les quartiers généraux du grand capital, prendra indubitablement, à ses premiers pas, le caractère d'une vaste provocation et d'une série de provocations à l'adresse des ouvriers. En même temps, les organisations fascistes « dissoutes » s'organiseront fiévreusement. Le conflit des deux camps, en France, en Belgique, en Espagne, est absolument inévitable. Plus les chefs du Front populaire « concilieront » les contradictions des classes et éteindront la lutte révolutionnaire, plus elle prendra un caractère explosif et convulsif dans la période à venir, plus elle entraînera de grands sacrifices, moins le prolétariat se trouvera en état de défense en face du fascisme.

17. Les sections de la IV^e Internationale voient clairement et distinctement ce danger. Elles en avertissent ouvertement le prolétariat. Elles apprennent à l'avant-garde à s'organiser et à se préparer. En même temps elles rejettent avec mépris la politique qui consiste à se laver les mains ; elles identifient leur sort au sort des masses en lutte, quels que soient les sévères coups qui tomberont sur elles dans les mois et années à venir. Elles participent à chaque acte de la lutte pour y apporter la plus grande clarté et la plus grande organisation. Elles appellent inlassablement à la création de comités d'usine et de soviets. Elles se lient aux meilleurs ouvriers, poussés en avant par le mouvement, et la main dans la main avec eux édifient la nouvelle direction révolutionnaire.

Par leur exemple et leur critique, ils accéléreront la formation d'une aile révolutionnaire dans les vieux partis, l'attireront dans le processus de la lutte et la pousseront sur la voie de la IV^e Internationale.

La participation à la lutte vivante, toujours en première ligne du feu, le travail dans les syndicats et la construction du parti vont de pair, se secondant réciproquement. Tous les mots d'ordre de lutte : contrôle ouvrier, milice ouvrière, armement des ouvriers, gouvernement ouvrier et paysan, socialisation des moyens de production, sont indissolublement liés à la création de soviets ouvriers, paysans et de soldats (...).

19. Aucun groupement révolutionnaire dans l'histoire mondiale ne s'est encore trouvé sous une pression aussi terrible que le groupement de la IV^e Internationale (...). La bureaucratie stalinienne représente actuellement un obstacle incomparablement plus menaçant et plus perfide sur la voie de la révolution prolétarienne que ne l'était autrefois le tzar autocrate. L'Internationale communiste couvre la politique du social-patriotisme et du menchevisme de l'autorité de la révolution d'Octobre et du drapeau de Lénine. L'agence mondiale de la Guépéou mène dès maintenant, main dans la main avec les polices des pays impérialistes « amis », un travail systématique contre la IV^e Internationale. En cas de guerre, les forces unies de l'impérialisme et du stalinisme feront retomber sur les internationalistes révolutionnaires des persécutions incomparablement plus féroces que celles que les généraux des Hohenzollern, en commun avec les bourreaux social-démocrates, firent retomber en leur temps sur Luxemburg, Liebknecht et leurs partisans.

20. Les sections de la IV^e Internationale ne s'effraient ni de la grandeur des tâches, ni de la haine acharnée des ennemis, ni même du fait qu'elles sont numériquement faibles aujourd'hui.

Dès maintenant les masses en lutte, sans en avoir encore conscience, se trouvent beaucoup plus près d'elles que de leurs chefs officiels. Sous les coups des événements qui viennent se fera dans le mouvement ouvrier un regroupement toujours plus rapide et plus

profond. En France, le Parti socialiste se trouvera rapidement éliminé des rangs du prolétariat. Dans le Parti communiste, il faut attendre avec certitude une série de scissions. Dans les syndicats se crée un puissant courant de gauche, sensible aux mots d'ordre du bolchevisme. Sous une autre forme, mais identique quant au fond, des processus se produiront aussi dans d'autres pays, entraînés dans la crise révolutionnaire. Les organisations de l'avant-garde révolutionnaire sortiront de l'isolement. Les mots d'ordre du bolchevisme deviendront les mots d'ordre des masses. L'époque à venir sera l'époque de la IV^e Internationale.

Post-scriptum

« Le conflit des deux camps en France, en Belgique et en Espagne est absolument inévitable. Plus les chefs du Front populaire "concilieront" les oppositions des classes et éteindront la lutte révolutionnaire, plus elle prendra un caractère explosif et convulsif dans la période à venir, plus elle entraînera de grands sacrifices, moins le prolétariat se trouvera en état de défense en face du fascisme » (point 16 de la thèse ci-dessus).

Les événements ont apporté une confirmation de cette prédiction, avant que les présentes thèses aient pu être publiées.

Les journées de juillet en Espagne complètent et approfondissent avec une force extraordinaire les leçons des journées de juin en France. Pour la seconde fois en cinq ans, la coalition des partis ouvriers avec la bourgeoisie radicale conduit la révolution au bord de l'abîme. Incapable de résoudre aucune des tâches que la révolution a posées – toutes ces tâches se réduisent à une seule, le renversement de la bourgeoisie – le Front populaire rend impossible l'existence du régime bourgeois et provoque par là le coup d'État fasciste. Endormant les ouvriers et les paysans par des illusions parlementaires, paralysant leur volonté de lutte, le Front populaire crée les conditions favorables pour la victoire du fascisme. La politique de coalition avec la bourgeoisie sera payée par la classe

ouvrière par des années de souffrances et de sacrifices, sinon par des dizaines d'années de terreur fasciste.

Le gouvernement de Front populaire manifeste sa complète carence précisément au moment le plus critique ; une crise ministérielle suit l'autre, car les radicaux bourgeois craignent les ouvriers amis plus que les fascistes. La guerre civile prend un caractère traînant. Quelle que soit l'issue immédiate de la guerre civile en Espagne, elle porte un coup mortel au Front populaire en France et dans les autres pays. À chaque ouvrier français il doit maintenant être clair que le bloc avec les radicaux signifie la préparation légale d'un coup d'État militaire par l'état-major français sous la couverture du ministre de la Guerre, Daladier.

La dissolution administrative des associations fascistes avec le maintien de l'appareil d'État bourgeois est, comme l'exemple espagnol le montre, mensonge et tromperie. Seuls les ouvriers armés peuvent s'opposer au fascisme. La conquête du pouvoir n'est possible qu'au moyen de l'insurrection armée contre l'appareil étatique de la bourgeoisie. La destruction de cet appareil et son remplacement par les soviets ouvriers, paysans et de soldats est la condition nécessaire pour remplir le programme socialiste. Sans l'accomplissement de ces tâches, il n'y a pour le prolétariat et la petite bourgeoisie ni issue à la misère ni salut devant la nouvelle guerre (1^{er} août).

Résolution de la Conférence
pour la IV^e Internationale (juillet 1936)
publiée dans la revue *Quatrième Internationale*,
n° 1, octobre 1936.

(1) La grève des arsenaux de Brest et de Toulon, déclenchée le 5 août 1935, prend dans les jours suivants une tournure d'émeutes à la suite de l'intervention de l'armée et des gardes mobiles. Il y eut des morts et de nombreux blessés. PS et PC désavouent le mouvement et dénoncent les provocateurs.

(2) Les n° 1 et 2 du nouvel organe trotskyste *La Lutte ouvrière* sont saisis en juin 1936 et les dirigeants du POI sont poursuivis.